

ACTION URGENTE

LE PROCÈS DE 23 MILITAIRES REPORTÉ

Le procès de 23 militaires lésothans devant un tribunal militaire pour mutinerie a été reporté au 1^{er} février 2016. Dix-neuf des accusés sont encore en détention. Il est toujours à craindre qu'ils ne bénéficient pas d'un procès équitable. S'ils sont reconnus coupables, ils risquent la peine de mort.

Le procès des **23 soldats** accusés de mutinerie s'est ouvert devant le tribunal militaire le 1^{er} décembre, avec les déclarations liminaires. Les avocats de la défense ont demandé la récusation du collège de juges présidant le tribunal, évoquant des conflits d'intérêts. Ils ont remis en cause l'impartialité du président du tribunal, le général de division Letsoela, au motif qu'il avait été promu à ce grade de façon temporaire par le commandant des Forces de défense du Lesotho (LDF), le général de corps d'armée Tlali Kamoli, à la seule fin de lui permettre de présider ce tribunal militaire. Les avocats ont également contesté la conformité procédurale de cette nomination car le commandant des LDF est partie prenante dans cette affaire en tant que cible présumée de la mutinerie. Le collège de juges a rejeté toutes les objections soulevées par la défense.

Une fois les déclarations liminaires entendues, le procès a été reporté au 1^{er} février 2016. L'ambiance pendant l'audience a semble-t-il été moins hostile du fait de la présence d'observateurs internationaux.

Le 1^{er} décembre, la Haute Cour du Lesotho a ordonné la libération sous caution de trois des soldats, après une énième audience pour entrave à la justice contre les LDF. Les 19 autres militaires se trouvent toujours à la prison de haute sécurité de Maseru, où ils sont incarcérés depuis mai malgré plusieurs ordonnances de remise en liberté rendues par la Haute Cour.

Le régime d'isolement auquel les 19 militaires étaient soumis a finalement été levé le 4 décembre. C'est un progrès important, mais leurs avocats ont redit leur inquiétude quant au bien-être psychologique de leurs clients, qui ont été détenus à l'isolement pendant presque deux mois. Le maintien à l'isolement pendant de longues périodes peut constituer une violation de l'interdiction de la torture et des autres formes de mauvais traitements. Les avocats ont aussi signalé que leurs entretiens avec leurs clients avaient été réduit à 15 minutes chacun et se tenaient en présence de gardiens armés.

DANS LES APPELS QUE VOUS CONTINUEREZ DE FAIRE PARVENIR AUX DESTINATAIRES MENTIONNÉS CI-APRÈS, en anglais ou dans votre propre langue :

- exhortez les autorités du Lesotho à faire en sorte que ces détenus bénéficient du temps et des locaux nécessaires pour consulter leurs avocats en privé et que les avocats de la défense ne soient pas victimes de harcèlement ni de manœuvres d'intimidation ;
- prenez acte du fait que le régime de détention à l'isolement a été levé après une longue période, mais demandez aux autorités de veiller à ce que les détenus soient toujours traités avec humanité ;
- priez-les instamment de veiller à ce que le procès soit conforme au droit et aux normes internationales d'équité, et en particulier à ce qu'aucune information obtenue sous la torture ou par toute autre forme de mauvais traitements ou de contrainte ne soit retenue à titre de preuve, et à ce que la peine de mort ne soit pas prononcée.

ENVOYEZ VOS APPELS AVANT LE 25 JANVIER 2016 À :

Ministre de la Défense et de la Sécurité nationale
Hon. Tšeliso Mokhosi
Ministry of Defence and National Security
Along Kingsway, Opposite National Library
P/Bag A166
Maseru 100,
Lesotho
Courriel : pglerotholi@gmail.com
Formule d'appel : Dear Honourable Minister/ Monsieur le Ministre

Ministre de la Justice, des Droits humains et de l'Administration pénitentiaire
Hon. Moeketse Vincent Malebo
LNDC Block C, Level 3
Kingsway
Maseru 100,
Lesotho
Formule d'appel : Dear Honourable Minister/ Monsieur le Ministre

Copies à :
Premier ministre
Honourable Dr. Pakalitha B. Mosisili
Phase I Government Complex
P.O. Box 527,
Maseru 100,
Lesotho
Fax : +266 22 310 102

**AMNESTY
INTERNATIONAL**



Veuillez également adresser des copies aux représentants diplomatiques du Lesotho dans votre pays (adresse/s à compléter).
nom(s), adresse(s), n° de fax, courriel, formule d'appel

Vérifiez auprès de votre section s'il faut encore intervenir après la date indiquée ci-dessus. Merci. Ceci est la première mise à jour de l'AU 263/15. Pour plus d'informations : <https://www.amnesty.org/fr/documents/AFR33/2912/2015/fr/>.



ACTION URGENTE

LE PROCÈS DE 23 MILITAIRES REPORTÉ

COMPLÉMENT D'INFORMATION

Le général de corps d'armée Maaparankoe Mahao, ancien chef des Forces de défense du Lesotho (LDF), a été démis de ses fonctions le 21 mai 2015, au bout de plusieurs mois d'instabilité politique dans le pays. Peu après, quelque 50 militaires considérés comme loyaux à son égard ont été arrêtés. Les avocats représentant leurs familles ont saisi la justice afin que ces détenus soient déférés à un tribunal. Pendant la procédure judiciaire, nombre des militaires concernés ont affirmé avoir été victimes d'actes de torture et d'autres mauvais traitements. Plus de la moitié d'entre eux ont ensuite été libérés et 23 inculpés de mutinerie et maintenus en détention. Certains des militaires libérés sont devenus des témoins assistés, qui ont fourni des éléments à charge contre les 23 accusés. Tout porte à croire que leurs témoignages leur ont été arrachés sous la torture pendant leur détention.

Le général de corps d'armée Maaparankoe Mahao a été abattu le 25 juin à Maseru par des militaires qui étaient venus l'arrêter parce qu'il aurait fomenté une mutinerie. Peu de temps avant, en juin, il avait saisi la justice pour faire appel de son éviction de l'armée, affirmant qu'elle était illégale. Les autorités ont déclaré qu'il avait opposé une résistance au moment de son arrestation, mais sa famille a contesté cette version et clamé haut et fort qu'il s'agissait d'un assassinat minutieusement orchestré par ses anciens collègues. Une commission d'enquête de la Communauté de développement de l'Afrique australe (SADC), composée de 10 membres et dirigée par le juge Mpaphi Phumaphi, du Botswana, a été créée le 3 juillet et chargée de mener des investigations sur les problèmes liés à la sécurité au Lesotho, dont l'homicide de Maaparankoe Mahao. Cette commission a toutefois été contrainte de conclure sa mission prématurément car les forces de défense lésothanes ont refusé de coopérer. Elle a remis son rapport à la SADC. L'organe de la SADC en charge de la sécurité, composé de trois États, a examiné ce rapport début décembre, mais ses débats n'ont pas été rendus publics. Les chefs d'État de la SADC auraient déclaré qu'ils attendaient les conclusions d'un recours judiciaire contre la commission d'enquête déposé devant la Haute Cour du Lesotho avant de rendre ce rapport public. La Haute Cour a été saisie en urgence par un officier supérieur des LDF, le lieutenant-colonel Tefo Hashatsi, que la commission avait demandé à entendre comme témoin. Il cherche à faire écarter la commission et à l'empêcher de rendre publique toute conclusion le concernant. Une audience préliminaire s'est tenue devant la Haute Cour en décembre 2015, puis l'examen de l'affaire a été reporté aux 18 et 19 janvier 2016.

Des élections législatives se sont tenues le 28 février au Lesotho mais ne se sont pas soldées par une victoire nette. Le Congrès démocratique, auquel appartient le Premier ministre Pakalitha Mosisili, et six autres partis politiques ont formé un gouvernement de coalition. La SADC a continué à jouer un rôle de médiation entre les rivaux politiques afin d'apaiser les tensions entre l'armée et la police, qui trouve son origine dans la politisation des forces de sécurité.

Nom : 23 militaires
Hommes

Action complémentaire sur l'AU 263/15, AFR 33/3051/2015, 14 décembre 2015